



L'éthanol : une énergie « propre » et « renouvelable » ?

ENTRETIEN AVEC MARIA LUISA MENDONÇA, COORDONATRICE DU RESEAU¹ SOCIAL EN MATIERE DE JUSTICE ET DE DROITS DE L'HOMME



« Le gouvernement perd l'occasion historique de réaliser une vaste réforme agraire et de mettre en place des politiques économiques compatibles avec une nation souveraine, qui doit avoir comme priorité de défendre son territoire et de nourrir son peuple. »

Source :

http://boell-latinoamerica.org/download_pt/Entrevista_Maria_Luisa_Rede_Social.pdf

Traduction : Monica SESSIN pour *Autres Brésils*

Fondation Heinrich Böll² : Quel serait le profil des travailleurs de l'industrie de la canne à sucre au Brésil ?

Maria Luisa Mendonça : Une masse de chômeurs vivant à la périphérie des villes, ou des paysans ayant perdu leurs terres du fait de l'avancée de l'*agrobusiness*. Nombre de ces migrants viennent de zones paupérisées du Nordeste ou du Vale do Jequitinhonha, dans le Minas Gerais.

¹ *Rede Social de Justiça e Direitos Humanos*

² La Fondation Heinrich Böll, du nom d'un écrivain allemand engagé dans la lutte contre l'injustice et l'oppression, est une fondation politique à but non lucratif liée aux Verts. Son action repose sur le respect de l'environnement, la démocratie, la solidarité et la non-violence comme valeurs politiques fondamentales. La Fondation Heinrich Böll a apporté son soutien à l'étude "Droits de l'Homme et industrie de la canne à sucre", réalisée par l'organisation partenaire « *Rede Social de Justiça e Direitos Humanos* ».



Le chômage causé par un modèle agricole basé sur la monoculture et la grande propriété accroît le contingent de travailleurs contraints de travailler dans des lieux éloignés de leur coin d'origine, dans des conditions extrêmement précaires.

Dans la région sucrière, les fameuses cités-dortoirs où les travailleurs migrants vivent dans des cages à lapin, des baraquements ou des “pensions”, sont en augmentation. Malgré la précarité ambiante, les coûts en matière de logement et d'alimentation sont très au-dessus de la moyenne payée par l'ensemble de la population. Aussi bien les logements sur le site des entreprises, que les “pensions”, sont des baraquements ou des hangars improvisés, surpeuplés, sans ventilation ni conditions d'hygiène minimum.

La coupe mécanisée est devenue la référence en termes de quantité coupée par les travailleurs, passant de 5 à 6 tonnes par jour et par travailleur dans les années 80, à 9 à 10 tonnes par jour dans les années 90. Aujourd'hui on constate que les industries exigent de 12 à 15 tonnes par jour, surtout dans les régions où la cadence des machines est désormais la référence en termes de rendement.

Pour un travailleur, ne pas atteindre le quota signifie le plus souvent qu'il sera renvoyé et figurera sur une liste circulant dans les différentes entreprises, le privant d'y retravailler lors de la récolte suivante.

La hausse du seuil minimum de coupe de canne à sucre a entraîné une forte réduction du nombre de femmes exécutant cette tâche. En outre, la double journée (les contraintes du travail de la canne, les tâches domestiques et l'éducation et l'attention prodiguée aux enfants) se traduit par un effort beaucoup plus grand à fournir de la part des femmes qui, malgré toutes ces difficultés, assurent ce dur labeur. Et les industries ne cessent de restreindre le travail en exigeant, en outre, que les femmes soient “opérées”, c'est-à-dire, dans l'impossibilité d'avoir des enfants.

La majorité des travailleurs n'a pas le contrôle de la pesée ou du métrage de leur production quotidienne, qui sont effectués par l'employeur. De nombreuses plaintes montrent que ces données font l'objet de « tripatouillages » et de fraudes de leur part qui, ainsi, paient moins que ce à quoi les travailleurs auraient droit.

La “catastrophe” que constitue de perdre son l'emploi, faute d'avoir rempli l'objectif de 10 à 12 tonnes de coupe par jour, et l'impossibilité de rentrer chez soi avec quelque pécule pour sa famille, font que nombre de travailleurs “fuient ou “disparaissent de la circulation”, migrent à nouveau (bien souvent dans la région Centre-Ouest) ou cherchent des travaux temporaires aux périphéries des centres urbains. Ce processus génère une catégorie de travailleurs “itinérants”.

Le système de repos dans ces industries est de “5 pour 1”, c'est-à-dire que les travailleurs ont un jour chômé pour cinq jours ouvrés. Ce qui signifie qu'à chaque jour de repos, seul un groupe relativement restreint de travailleurs peut se réunir, rendant difficiles toute vie sociale, familiale et organisation politique. La plupart des jours de congé ne le sont pas en fin de semaine, où les travailleurs auraient de plus grandes possibilités de donner cours à ces activités. Ce système exclut de pouvoir exiger de ces industries, qu'elles paient des heures supplémentaires le week-end.



Fondation Heinrich Böll : Par-delà leurs caractères néfastes, lourds de conséquences pour les travailleurs, la culture de la canne à sucre et des monocultures en général, ont d'autres effets, par exemple sur la souveraineté alimentaire et l'environnement, outre d'intensifier la concentration foncière, d'entraîner des déplacements de populations et des migrations... Vos commentaires ?

Maria Luisa : On observe, au fur et à mesure de l'expansion de l'industrie de la canne, l'accroissement de son impact négatif. Pour ce qui est des atteintes à l'environnement, plusieurs faits montrent que **la monoculture de la canne à sucre s'étend dans des zones protégées comme l'Amazonie et le « Cerrado »**³.

La violation du droit du travail est courante dans ce secteur, et ce, dans toutes les régions du pays. A São Paulo, rien qu'en 2007, le Procureur⁴ Régional du Travail, a jugé plus de 40 plaintes contre ces industries. En 2006, le Procureur⁵ au niveau du Ministère Public a contrôlé, dans cet Etat fédéré, 74 entreprises ; toutes ont été verbalisées.

L'extension de la monoculture de la canne et le peu de cas du gouvernement pour la production d'aliments encourage la location, aux industries sucrières, de terres qui auparavant produisaient d'autres cultures. Par le biais du louage, les petits agriculteurs perdent le contrôle de la production et finissent en main d'œuvre bon marché pour les entreprises de coupe. Il en résulte une moindre production d'aliments et l'expulsion des communautés rurales de leurs terres.

Fondation Heinrich Böll : Quel bilan dresses-tu de la politique agraire du gouvernement Lula du point de vue des Droits de l'Homme ? Y a-t-il eu un changement entre le plan proposé pour ce secteur et son exécution effective actuelle ?

Maria Luisa : L'euphorie gouvernementale pour les agrocarburants aggrave la concentration des terres dans les campagnes brésiliennes, menace l'environnement et une vie digne de ce nom pour les communautés paysannes, indigènes et « quilombolas »⁶. Elle accentue l'exploitation des travailleurs ruraux, allant jusqu'à des dizaines de cas de mort par épuisement au travail de la canne. Elle génère l'augmentation du prix de la terre et des aliments.

L'expansion sans discernement de la monoculture de la canne à sucre va de pair avec l'augmentation de l'aide gouvernementale à sa transformation en agroénergie. Comme par le passé, à travers les subventions astronomiques accordées à ces industries par l'IAA⁷ – Institut du Sucre et de l'Alcool - et la Banque du Brésil, l'expansion actuelle de ce secteur n'est viable que moyennant l'apport de grandes quantités de fonds publics, par le biais de la

3 **Cerrado** - nom régional des savanes brésiliennes situées sur le grand plateau du centre du Brésil.

L'écosystème du Cerrado occupe une surface de 206 millions d'hectares, position centrale par rapport aux autres écosystèmes : forêt Amazonienne, Pantanal, Caatinga, Campos et forêt Atlantique.

⁴ **Procuradoria Regional do Trabalho**

⁵ **Procuradoria do Ministério Público**

⁶ **Quilombolas** : descendants des esclaves noirs en fuite

⁷ **Instituto do Açúcar e do Alcool**



BNDES⁸ - Banque Nationale de développement Economique et Social, de la Petrobrás, de la Banque du Brésil, entre autres agences gouvernementales.

Fondation Heinrich Böll : Quelle est l'importance de la reprise du débat national sur la question agraire et de quelle manière pèse-t-il sur le processus de la réforme agraire brésilienne ?

Maria Luisa : Encore une fois, **le gouvernement perd l'occasion historique de réaliser une vaste réforme agraire et de mettre en place des politiques économiques compatibles avec une nation souveraine, qui doit avoir comme priorité de défendre son territoire et de nourrir son peuple.** Il est inquiétant de constater que le gouvernement a pris le parti des industries de la canne et se refuse à arbitrer une discussion sérieuse et solide sur un modèle de production différent, qui impose des limites à la monoculture, en instaurant des sauvegardes pour protéger la vie et la santé des travailleurs, de la biodiversité, des forêts, des « *cerrados* » et des fleuves.

Fondation Heinrich Böll : Où en sont les conflits liés à la terre, de même que la question du travail-esclave ? Est-il différent que pour d'autres monocultures ?

Maria Luisa : L'augmentation de la production d'éthanol au Brésil, avec à l'appui une grande quantité de fonds et d'incitations gouvernementales, au lieu de se traduire par une amélioration des conditions de travail, réclame une plus grande exploitation de la main d'œuvre. **L'industrie de la canne à sucre nécessitant une grande quantité de main d'œuvre, ce secteur ne devient viable que par la surexploitation du travail.** En 2007, plus de la moitié de près des 6000 travailleurs libérés de situations d'esclavage, l'étaient dans de le secteur de la canne à sucre.

Entre 2005 et 2006, le Service Pastoral des Migrants⁹ a enregistré 17 décès de migrants travaillant dans la coupe de la canne à São Paulo. En 2007, ont été enregistrés 5 décès de migrants d'excès de travail dans les plantations de canne à sucre de l'Etat de Sao Paulo. En dehors de ces cas, existent d'autres signalements d'accidents et de décès de travailleurs dans le secteur sucrier à São Paulo. En 2005, le Bureau¹⁰ Régional du Travail a enregistré 416 décès dans les entreprises de cet Etat fédéré, la plupart suite à un accident du travail ou à des maladies : arrêts cardiaques, cancers, outre des cas de travailleurs brûlés lors de brûlis.

Fondation Heinrich Böll : Quel est votre engagement dans ce dossier ? Que considérez-vous comme vos principales "victoires" en la matière ?

Maria Luisa : Il y a environ trois ans, le « Réseau Social » a entrepris une veille de l'industrie de la canne, qui aujourd'hui est un sujet central pour ceux qui travaillent sur les

⁸ Banco Nacional de Desenvolvimento Economico e Social

⁹ Serviço Pastoral do Migrante : œuvre ecclésiastique dont l'objet est l'accueil, l'orientation et l'insertion socio-religieuse des migrants.

¹⁰ Delegacia Regional do Trabalho



Droits de l'Homme en milieu rural. **Je crois que nous avons réussi à démystifier l'idée de l'éthanol en tant qu'énergie "propre" et "renouvelable"**. Aujourd'hui, nos remarques ont été étayées par nombre de recherches scientifiques et nos réseaux à niveau international ont porté ces informations dans d'autres pays.

Fondation Heinrich Böll : Quelles expériences intéressantes mettriez-vous en évidence pour en finir avec le travail-esclave, tant dans le cadre de la société civile, des mouvements sociaux et des syndicats, qu'au au sein du gouvernement ? Comment les travailleurs et les syndicats se positionnent-ils sur le sujet ?

Maria Luisa : Je crois qu'une mesure essentielle serait l'adoption par le Congrès¹¹ de la Proposition¹² d'Amendement à la Constitution – PEC N° 438, de 2001, qui vise l'expropriation des terres où serait constaté le recours au travail-esclave. Une large coordination entre organisations mène une campagne en ce sens.

¹¹ Congresso Nacional

¹² Proposta de Emenda à Constituição